

Naawi-Oodena : La plus grande réserve urbaine du Canada

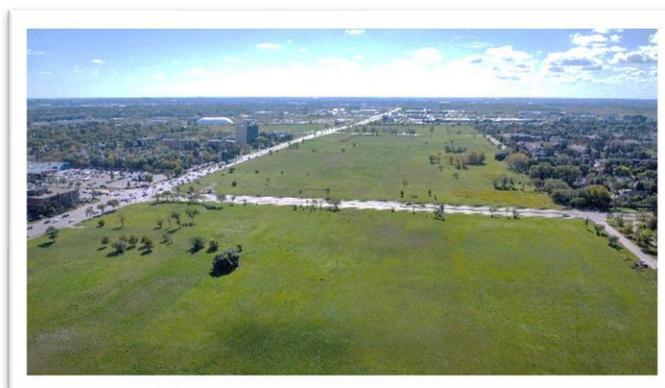
Naawi-Oodena est une réserve urbaine du Manitoba contrôlée conjointement par les Premières nations du Traité 1. Les terres ont été occupées par l'armée canadienne pendant de nombreuses décennies. L'équipe de direction de Treaty One s'est présentée à l'INDE en septembre 2023 et a partagé les leçons tirées des 20 années de travail de Treaty One pour sécuriser les terres pour les sept Premières nations du Traité 1.

Contexte

Le traité n° 1 a été signé en 1871 à Lower Fort Garry, promettant à chaque famille de cinq personnes 160 acres de terre en échange de terres situées dans ce qui est aujourd'hui le sud du Manitoba. Sept Premières nations ont signé le premier des traités numérotés : Brokenhead Ojibway Nation, Long Plain First Nation, Peguis First Nation, Roseau River Anishinabe First Nation, Sagkeeng First Nation, Sandy Bay Ojibway First Nation et Swan Lake First Nation.

Dès 1919, l'armée canadienne a utilisé des terres situées sur le Treaty One dans la zone des casernes de Kapyong. En 2004, l'armée a abandonné les casernes de Kapyong et, en 2007, le ministère de la défense nationale a reçu l'autorisation de vendre la propriété à la Société immobilière du Canada. Les Premières nations du Traité 1 ont contesté la tentative du gouvernement fédéral de vendre le site, affirmant qu'elles avaient un droit sur les terres en vertu de revendications en suspens sur les droits fonciers issus des traités.

En 2015, les Premières nations du Traité no 1 ont remporté une grande victoire lorsque la cour d'appel a statué que le gouvernement fédéral n'avait pas consulté correctement les Premières nations avant la vente de la caserne Kapyong à Winnipeg. La cour a décidé que ces terres devaient être transférées aux sept Premières nations signataires du traité n° 1 dans les années à venir. Le Premier ministre Stephen Harper a alors annoncé que le gouvernement ne continuerait pas à faire appel de la décision et le processus d'ajout aux réserves a commencé.



En préparation, la Treaty One Development Corporation (T1DC) a été constituée en juillet 2018 pour poursuivre ses objectifs d'acquisition et de développement des anciens terrains de la caserne Kapyong, et en 2019, un accord de règlement global a été signé par le gouvernement du Canada et les chefs des Premières Nations du Traité n° 1. Cet accord a attribué 68 % du site (108 acres / 43,8 ha) au Traité no 1 et identifié 32 % du site (51 acres / 20,8 ha) à la Société immobilière du Canada.

En 2015, le site de 160 acres maintenant connu sous le nom de Naawi-Oodena a été officiellement rapatrié sur la base des terres détenues conjointement par les Premières nations du Traité no 1, le 16 décembre 2022. Naawi-Oodena se traduit approximativement par " centre du cœur et de la communauté " en langue anishinaabemowin.

Le 1er avril 2023, la T1DC s'est officiellement scindée en deux entités et a formé Treaty One Nations Inc. (T1N). Alors que la T1DC poursuivra ses objectifs de croissance économique et de prospérité pour les sept Premières nations du Traité no 1 grâce au développement des terres du Traité no 1 détenues conjointement, la T1N poursuivra ses engagements en faveur de la création d'un modèle d'autonomie collective pour les terres du Traité no 1 détenues conjointement.

Le projet de développement Naawi-Oodena est une coentreprise entre les nations du Traité 1 et la Société immobilière du Canada, une société d'État fédérale qui est partenaire du développement.

Ce projet historique est le plus grand projet de construction intercalaire à usage multiple de l'histoire moderne de Winnipeg et la plus grande zone de développement économique urbain stratégiquement située, dirigée par les Premières nations, au Canada.



Défis

Les dirigeants de T1DC et T1N ont présenté à la NIEDB, en septembre 2023, leur projet de réaménagement des terrains de l'ancienne caserne de Kapyong, qui a duré 20 ans. L'équipe de Treaty One a évoqué les difficultés rencontrées pour obtenir un soutien politique en faveur d'une réserve urbaine et pour surmonter le scepticisme à l'égard d'un projet de développement foncier contrôlé par des autochtones et situé dans une zone urbaine de premier ordre. Elle s'est heurtée à des obstacles institutionnels tels qu'un processus rigide d'ajouts à la réserve qui n'est pas conçu pour accommoder les Premières nations possédant une réserve commune, tout en fonctionnant selon des systèmes de gestion foncière différents. L'équipe a également éprouvé des difficultés à obtenir un financement de la First Nations Bank, car il n'existait initialement aucun mécanisme permettant à la Treaty One Development Corporation de présenter une demande, étant donné qu'il s'agit d'une fusion de plusieurs Premières nations.

L'équipe de Treaty One a également fait part à la NIEDB de son accès limité aux programmes et aux procédures de passation de marchés, les entreprises indigènes proposant des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents pour participer à la procédure de passation de marchés publics.



Solutions

Avant que le projet de réaménagement ne puisse commencer, les sept Premières nations signataires du Traité no 1 devaient d'abord mettre en place un régime foncier unique et unifié pour gouverner et gérer efficacement ces terres. Elles devaient également établir un accord de développement des services municipaux avec la ville de Winnipeg et gérer les exigences en matière d'assainissement de l'environnement afin de nettoyer et d'éliminer les déchets dangereux.

À l'été 2022, T1N et la ville de Winnipeg ont signé une entente de développement et de services municipaux pour Naawi-Oodena, appelée l'entente Gaawijjigemangit. L'entente établit le cadre fondamental pour commencer à développer les terres de l'ancienne caserne Kapyong. Le mot Gaawijjigemangit signifie " Travailler ensemble en partenariat " en langue anishinaabemowin.

L'accord de Gaawijjigemangit :

- a établi un accord de service de gouvernement à gouvernement
- créer un précédent pour les autres réserves urbaines du Manitoba et les réserves urbaines de tout le Canada
- a permis la mise en place de services et d'infrastructures pour la plus grande réserve urbaine du Canada, et
- a mis en place une juridiction formelle afin de créer un climat d'investissement compétitif et d'aider à obtenir des financements.

Bien qu'il ne s'agisse pas de la première réserve conjointe au Canada, ni même du premier "ajout à la réserve" partagé par un groupe de Premières Nations, Naawi-Oodena est devenue la première réserve conjointe au Canada à être gérée en vertu d'un seul code foncier unifié, depuis que les réserves conjointes sont devenues admissibles en vertu de l'Accord-cadre relatif à la gestion des terres des Premières Nations en 2018.

Résultats

Naawi-Oodena est devenue la plus grande initiative d'aménagement du territoire menée par les nations au Manitoba. Il contribuera à façonner la future croissance urbaine de Winnipeg et pourrait générer d'importants investissements économiques.

Au cours de la phase de construction initiale de quinze ans, le projet offrira des possibilités de formation, de mentorat et d'emploi à la communauté, sur la base d'un investissement de 84 millions de dollars dans l'infrastructure et d'une estimation de 705 millions à 1,05 milliard de dollars dans la construction de bâtiments. Une fois achevé, le projet comprendra un village à usage mixte, des logements, une zone de sports et de loisirs, un campus culturel et éducatif, ainsi que des espaces communautaires et commémoratifs.

Naawi-Oodena sert de modèle aux nations du Canada pour la mise en place d'une gouvernance collective afin d'améliorer les possibilités de développement économique.





"Nos dirigeants - y compris ceux qui ont joué un rôle déterminant dans le lancement de ce processus et qui, malheureusement, n'ont pas vécu assez longtemps pour voir ce jour - ont travaillé pendant près de vingt ans pour franchir cette étape historique dans la réalisation du potentiel fiscal et économique de Naawi-Oodena. C'est un jour de célébration de la remise en état des terres visées par le traité et d'attente d'une nouvelle génération de réconciliation et de progrès.

Treaty One Nations Chairperson Chief Gordon BlueSky, Brokenhead Ojibway Nation